

A Bagnole, Ramadan, Bouteldja et Gresh militent pour des nouveaux printemps arabes... en France

Cet article, écrit par [Sandra Ores](#), paru sur le site Metula News Agency, est à lire complètement, même si on peut ne pas en partager l'ensemble des commentaires. Il ne fait que confirmer ce qu'écrit, depuis quatre années, Riposte Laïque. Sur notre territoire, une véritable cinquième colonne mine notre pays, le sape de l'intérieur, en s'appuyant sur des composantes différentes, que ce texte met en lumière. On y retrouve, à quelques jours du procès de son procès de Toulouse, l'inévitable Houria Bouteldja et la phraséologie des « Indigènes de la République ». La France serait un pays colonisateur, les banlieues d'aujourd'hui serait l'Algérie d'hier, le racisme ne peut venir des colonisés, et la violence (contre eux...) est légitime pour y mettre fin.

S'ajoute à cela le discours de Tariq Ramadan, qui avoue clairement aux musulmans, largement majoritaires dans le public, que la laïcité est un piège dans lequel ils ne doivent pas tomber. Selon le prédicateur, les laïques seraient les occidentalisés, qui voudraient faire disparaître la spécificité musulmane dans l'assimilation. « On s'en fout de la laïcité » conclut-il, péremptoire. Pour lui, c'est « Musulman d'abord ». Dommage qu'il ne parle pas aussi clairement sur les plateaux de télévision.

Enfin, troisième personnage important de la soirée, Alain Gresh, rédacteur en chef du « Monde Diplomatique » qui amène un discours anti-capitaliste – entendez hostile à l'axe américano-israélien – qui ne cache pas son rêve de voir les printemps arabes s'installer partout en Europe, pour mettre à bas ce monde occidental qu'il exècre tant. Ajoutez bien sûr à

tous ces discours les éternels refrains sur la Palestine, et sur l'islam, dont les lois ne doivent pas être contre-carrées par celles de la République, et vous avez le résumé de discours qui sont autant de bombes à retardement contre notre pays, sa cohésion et ses valeurs.

A noter surtout l'utilisation constante, notamment chez Houria Bouteldja et d'autres intervenants, du « eux » et du « nous », et des émeutes de 2005, jugées par certains comme une répétition générale.

Nous attendons avec impatience la réaction de ceux qui ont entraîné deux dirigeants de Riposte Laïque devant les tribunaux, pour incitation à la haine. Le prétexte : un texte où l'auteur disait : ce sera eux (les islamistes) ou nous (les laïques). Mais peut-être, à l'instar de Sos Racisme ou d'Houria Bouteldja, niant le racisme anti-blancs, nous expliquera-t-on qu'il ne peut y avoir d'appel à la haine du côté des exploités et des colonisés, mais seulement du côté des exploitateurs et des colonisateurs...

Il n'en demeure pas moins que de telles réunions posent plusieurs problèmes. Devons-nous tolérer sur le sol français un personnage de nationalité suisse, qui milite ouvertement pour remplacer notre République laïque par une société islamique ? La franco-algérienne Houria Bouteldja, dont les discours ne peuvent que conduire à la guerre civile, avec son cortège de haines et de violences, doit-elle rester en France, continuer à bénéficier de la nationalité française, ou être reconduite en Algérie, où elle est née ?

Paul Le Poulpe

Le RACISME des années 2010

"Demain, la société toute entière devra assumer le racisme anti-Blanc. Et ce sera toi, ce seront tes enfants qui subiront ça. Celui qui n'aura rien à se reprocher devra quand même assumer toute son histoire depuis 1830. N'importe quel Blanc, le plus antiraciste des antiracistes, le moins paternaliste des paternalistes, le plus sympa des sympas, devra subir comme les autres. (...) Ce sera n'importe lequel, n'importe laquelle d'entre vous. (...) Si vous voulez sauver vos peaux, c'est maintenant. (...) Aujourd'hui il y a encore des gens comme nous qui vous parlons encore. Mais demain il n'est pas dit que la génération qui suit acceptera la présence des Blancs." Houria Bouteldja, présidente du PIR* (extrait d'une interview publiée en février 2006 par "Nouvelles Questions Féministes" volume 25. N°1).



* Parti des Indigènes de la République

IMPORTER LES PRINTEMPS ARABES EN FRANCE

Les tentatives d'activistes, visant à importer en France les révolutions islamistes du monde arabo-musulman, en faisant passer les populations des « quartiers » pour des opprimés, vont s'amplifiant. Par le dialogue et l'écoute, à la Ména, nous tentons de quantifier l'ampleur de ce mouvement, ainsi que de mesurer son impact dans l'Hexagone

C'est dans l'optique de cette quête d'informations, que je me suis rendue dans un petit cinéma de la ville de Bagnolet, il y a de cela quelques jours, pour assister à une assemblée publique intitulée « Printemps des Quartiers Populaires ».

Le terme « printemps », dans l'intitulé de ce meeting, pour qui suit l'actualité internationale, n'est pas très rassurant. Il évoque sans détour la volonté des organisateurs, qui se présentent comme « L'appel 2012 : Pour un Printemps des Quartiers Populaires » (publié dans un blog du journal Mediapart, le 27 Octobre dernier), et de ses signataires, d'importer les révoltes du pourtour méditerranéen dans les « quartiers populaires » de France.

Dans des textes en forme de manifeste, ce nouveau courant affirme qu'existe, en France, un système brimant un peuple intérieur, démuné et pillé, physiquement et mentalement, comme

sous les dictatures déchues ou en train de déchoir. Et que cette situation justifie l'appel à un Printemps des quartiers. Le tout avec une sévère connotation de violence, qui, à regarder de près les références choisies par ce mouvement, pourrait, par ailleurs, s'avérer « indispensable » à la réalisation des objectifs de cette révolte.

Vouée à la cause des défavorisés des banlieues pauvres, la réunion s'adresse en fait principalement aux populations musulmanes de France. La salle de Bagnolet est pleine de maghrébins de tous âges, certains vêtus à l'européenne, des femmes portant le voile (dans le public et parmi les intervenants), d'autres, au look de djunes, et, enfin, les rangés, en costard de sortie de bureau. Quelques Noirs et quelques Blancs sont présents dans le cinéma, mais en nombre à peine symbolique.

Une dizaine d'orateurs et militants politiques, comme Houria Bouteldja, d'islamologues, à l'instar de Tariq Ramadan, et de journalistes, comme Alain Gresh, du Monde Diplomatique, se succéderont sur l'estrade.



J'avale de travers, lorsque le premier intervenant de la soirée affirme que le Printemps des quartiers s'inscrit « dans la dynamique des émeutes de 2005 », émeutes menées en majorité par des jeunes d'origine maghrébine, ayant commencé en banlieue parisienne et s'étant propagées à travers la France. L'état d'urgence avait été déclaré pendant trois semaines, et des milliers de véhicules privés avaient été incendiés, et des commerces mis à sac.

Les orateurs n'auront plus de cesse, à tout bout de champ, de se réclamer de la cause palestinienne. Songeant à ma rédaction dans le nord d'Israël, je m'enfonce dans mon siège et je prends des notes.

Le message principal de cette réunion consiste à en appeler aux musulmans de France afin qu'ils s'affirment, se prennent en charge, et disent « non » – comme l'ont fait les autres

peuples ayant provoqué leur Printemps.

L'objectif officiel, dont parlent les intervenants, consiste à concentrer les voix du peuple des quartiers, par l'établissement d'un « contre-pouvoir », qui devrait leur permettre de « parler d'égal à égal avec l'ensemble des partis politiques », pour obtenir les mêmes droits que les « Français de souche », et faire cesser les inégalités.

A entendre les militants se relayant au micro, les musulmans de France seraient, en effet, considérés dans ce pays comme des sous-citoyens, victimes d'une ségrégation de tous les instants en faveur des Blancs.

A les en croire, les personnes issues de l'immigration évolueraient dans un système perfide, dans lequel le reste de la population se serait tacitement mobilisé pour les opprimer, principalement par le biais de l'appareil policier, au prétexte qu'ils seraient « dangereux ».

Tout au long des discours, les termes « nous » et « eux » seront employés à tours de bras, sans prendre la peine de préciser la qualité des personnes concernées ; je reste sur ma faim ; les discriminés : tous les musulmans de France ou seulement ceux des quartiers populaires ? Sont-ils les victimes du gouvernement, ou de l'ensemble des Blancs ?

Ce qui est présenté comme certain, dans la dialectique dont on nous abreuve, c'est qu'« ils » maintiendraient une division volontaire entre les dominants et les dominés.

D'où la nécessité d'une révolte dirigée par les faibles contre les forts ; « une révolte de la colère qui est tout à fait légitime ». Les opprimés souhaitant « retrouver leur dignité » perdue dans les « injustices subies ».

On nage en plein *Fanon à la maison* !

Référence faite à la théorie de Frantz Fanon conçue dans le contexte de la Guerre d'Algérie et de la décolonisation de l'Afrique. Le philosophe existentialiste soutient que le colonisé, ou le dominé, ne peut s'affranchir de son oppresseur qu'en recourant à la violence ; son seul moyen d'action pour retrouver sa place dans le monde ainsi que sa dignité et son honneur.

Toute la réunion tourne étrangement autour du dilemme colonial

Cette tentative, de la part de ces militants, d'importer la relation colonisé-colonisateur – opprimé-oppresseur – en France est originale. Elle entend surfer sur les ressentis enfouis dans la mémoire collective des immigrés.

Houria Bouteldja, l'auteur du néologisme souchiens ou sous-chiens, pour identifier les Blancs français, affirme : « nous n'avons pas les moyens d'être racistes ». L'oppressé ne peut, en effet, que se défendre, en réaction aux violentes discriminations qu'il subit ; s'il pille ou tue, c'est dû à... sa faiblesse. C'est du Fanon dans le texte

L'un des dangers majeurs de l'application de la doctrine fanonienne, réside en ce que la violence commise par l'oppressé se trouve justifiée a priori ; elle ne possède, en outre, pas de limite, ni dans le temps, ni dans le degré de violence applicable, demeurant dépendante de la seule émotion de l'opprimé. Il va sévir jusqu'à ce qu'IL considère avoir recouvré son honneur.

Ne pas lui laisser exprimer sa rancœur participerait, de surplus, de la part de l'oppresseur, d'une outrance supplémentaire – l'opprimé possédant le droit immanent, même le devoir, de se battre pour son honneur perdu

Toute la réunion tourne étrangement autour du dilemme colonial. Conçues originellement pour analyser le conflit en Algérie, les théories de Frantz Fanon avaient, pour la première fois, été remises au goût du jour dans le cadre du conflit israélo-palestinien, principalement par Marius Schattner et l'AFP

Ressortir ces conceptions du congélateur et les appliquer, en toute fausseté historique et scientifique, leur a permis de critiquer Israël et les Juifs sans avoir l'air d'antisémites – alors que c'est précisément ce qu'ils sont.

La lutte de résistance des Palestiniens contre « l'oppression » est érigée en symbole

La démarche de ces néo-existentialistes a cependant créé un précédent en rendant la relation colonisés algériens-colonisateurs français réutilisable plusieurs fois à l'envi. La guigne pour l'AFP et ses « colons israéliens », qui n'avait pas imaginé qu'on pût reprendre l'idée pour stigmatiser, dans le même camp que les Israéliens, les sous-chiens français !

Les musulmans/islamistes/jeunes des quartiers/populations issues de l'immigration, etc., ont récupéré l'application schattnerienne afin de faire croire que cette relation colonisé-colonisateur existe également à l'intérieur de l'Hexagone. Les Français y incarnent les colonisateurs, et les populations issues de l'immigration, les opprimés. Fanon, de se retourner une deuxième fois dans sa tombe !

La « cause palestinienne » constitue d'ailleurs, par cette référence *fanonienne*, un point central dans les discours : « les oppressions des Palestiniens cristallisent toutes les injustices de par le monde », pourra-t-on entendre, aboutissant à une solidarité avec tous les Palestiniens – particulièrement avec le Hamas, créé par les Frères Musulmans égyptiens, partie prenante principale du Printemps du Caire

La lutte de résistance des Palestiniens contre « l'oppression » est érigée en symbole ; un symbole dans lequel chaque musulman reconnaîtra son propre combat pour ses droits, contre tous les détracteurs de l'islam.

Ces renvois s'avèrent inquiétants pour les Français, lorsque l'on connaît la somme de haine, les objectifs meurtriers et les armes utilisées par le Hamas à l'encontre du peuple hébreu. Il y a effectivement danger pour les Européens, de par le modèle choisi des « frères dignes et courageux du Hamas » par les colonisés de l'intérieur ?

Et l'audience, comme hypnotisée, ingurgite l'ensemble de ces paroles sans piper mot, applaudissant vivement chaque intervenant, notamment au sujet de la Palestine. Tous sont d'accord sur tout, gobant toutes les débilités et autres

inepties, débitées sans compter, tels des agneaux écervelés. A noter ce détail qui m'a vivement interpellée : il n'y a pas eu une seule minute impartie aux questions, à la fin des interventions des invités. Un fait plus qu'étrange dans le cadre d'une réunion politique !

« Il y a effectivement danger pour les Européens Français, de par le modèle choisi des « frères dignes et courageux du Hamas »

Ces auditeurs ne ressentent-ils pas l'envie de réagir, de rebondir, d'exprimer une idée ? Les discours qu'on leur a infligés durant toute la soirée les somment pourtant d'adopter cette attitude : s'affirmer, réagir, intervenir ! On a assisté à un meeting dénonçant un système oppressif qui leur subtilise leur droit d'expression, et, dans le même souffle, les incitateurs à la révolte privent les « opprimés » de parole ? De quoi nourrir de sérieux doutes quant à la sincérité de la démarche militante

La parole demeure la chasse gardée des frères militants ainsi que celle des intellectuels renommés invités, tel Alain Gresh, directeur adjoint du Monde diplomatique.

Comment saisir sans sourcilier la présence de ce journaliste sur la scène d'un meeting politique prônant l'importation des Printemps arabes sur le sol français, et encensant les révoltes au Moyen-Orient ? Lui qui, ajoutant au discours de ses confrères, affirmera que ces événements s'inscrivent dans le sens de l'histoire.

Car, selon Alain Gresh, « le rapport de force Nord-Sud dans le monde est en train de basculer ».

Après des siècles d'exportation des valeurs européennes, Gresh souhaiterait-il voir les valeurs des Printemps arabes importées en Europe ? Considèrerait-il leurs leaders plus aptes à diriger le monde, et en l'occurrence la France, que ses responsables actuels ? Et les violences engendrées, bienvenues en Métropole ?

Mais là n'est pas l'objet central de mon étonnement ! Face à moi, adressant une éloge sans réserve aux Printemps, le même Alain Gresh, qui, pendant des années, s'est tenu aux côtés de la dictature des al Assad, celle-là même qui tire sur les 22 millions de Syriens, totalement privés de leurs libertés fondamentales, au char de guerre et au canon.

L'ex-rédacteur en chef du Monde diplomatique figurait en effet au poste de conseiller à l'IFEAD, l'Institut Français d'Etudes Arabes de Damas, dînant sans vergogne, des années durant, à la table des dictateurs, suscitant, à ce titre, la surprise des analystes de la Ména.

Et justifiant, plus qu'aucun autre confrère occidental, la répression et la politique exercées par les tyrans syriens. Comment, dans ces conditions, effectuer un retournement de veste aussi rapide et radical ?

N'y tenant pas, je lui pose la question qui me titille, en l'interpellant personnellement à la fin du meeting : « Au début », me répond-il, « nous avons soutenu les révolutions arabes [à l'instar du régime baasiste à Damas. Ndlr.], car nous pensions qu'il s'agissait d'une révolte contre Israël et les Etats-Unis et en faveur des Palestiniens ; or la question centrale est devenue la chute des régimes, Assad a eu l'opportunité de faire des réformes mais il ne l'a pas fait ». Gresh aura mis du temps pour parvenir à cette observation : quelques décennies d'une étroite collaboration avec des assassins !

J'hallucine aussi devant sa justification. Quel est lien avec les Etats-Unis et Israël ? Leur position de « colonisateurs », peut-être ? A en croire ses livres et interviews, Israël représente l'Etat colonial pur, sa raison d'être résidant davantage dans l'apport de la civilisation européenne à des peuples barbares, que dans l'idée de la création d'un Etat juif.

La Palestine incarnerait ainsi, selon Gresh, le dernier conflit colonial de la planète, marquant l'achèvement de l'époque de la colonisation. Cela expliquerait la position centrale de l'Etat hébreu dans l'actualité.

C'est stupide ? Certes, mais ne nous formalisons tout de même pas trop de ces positions délirantes ; avec un individu d'une telle versatilité, on risque fort, dans quelques mois ou quelques années, de voir Alain Gresh manifester en faveur de la multiplication des implantations en Judée et Samarie !

Gresh, pour qui la rivalité proche-orientale – Israël + Occident + Etats-Unis, contre Palestiniens + monde arabe + islam + Sud – permet de « revisiter l'histoire coloniale »

Un malaise intérieur lié à la colonisation se décèle inévitablement dans ses opinions et dans sa manière passionnée de les exprimer – un trouble dû à ses doubles origines juive et égyptienne mélangées ?

Mon rédacteur en chef, qui suit depuis longtemps le quidam, est intimement persuadé qu'Alain Gresh souffre d'un authentique déchirement intérieur, mal géré, lié à ses origines (Sa mère est une Russe de confession juive. Son père naturel est Henri Curiel, 1914-1978, juif, militant communiste et internationaliste égyptien, assassiné à Paris, en 1978. Son père adoptif est un copte égyptien). Henri Curiel fut à l'origine de nombreuses tentatives d'instaurer un dialogue secret entre Israël et les dirigeants des Etats voisins.⁽¹⁾

« La laïcité est le concept qui va vous mettre dehors ! »

« On s'en fiche de la laïcité ! »

D'où le désarroi de Gresh, ses positions délirantes, sa haine de soi et son extrémisme provocateur, selon Juffa. Qui me soumet la plaisanterie suivante : place Tahrir, s'il assistait à un affrontement entre l'armée et des manifestants islamistes, il ne saurait pas de quel côté intervenir. C'est un égaré, un confus, une vraie victime du conflit moyen-oriental et des vraies guerres de décolonisation.

Autre intellectuel présent au meeting, au discours potentiellement périlleux pour la pérennité du modèle de démocratie à la française : Tariq Ramadan. Il a constitué, sans aucun doute, le clou de la soirée : le phraseur le plus

applaudi, qui a mené le petit cinéma au pic de son exaltation, les fumeurs ayant tous jeté leur cigarette sur le parvis, pour regagner leur siège et tendre leurs oreilles.

La mission de Tariq Ramadan consiste à dédramatiser l'islamisme et il nous a présenté, ce soir-là, un échantillon probant de son habileté à servir sa cause. Il balaie, entre autres, l'idée qu'islamisme et économie de marché participeraient de concepts incompatibles : « les islamistes n'ont aucun problème avec l'économie de marché ! ».

Le philosophe genevois n'innove cependant pas beaucoup avec cette annonce, le commerce des épices et de la soie ayant, depuis les tréfonds du Moyen-Age moyen-oriental, fonctionné selon les règles de l'offre et de la demande.

Et si l'islam est compatible avec le commerce, Ramadan, en quoi devrions-nous nous sentir rassurés ?

Reste que l'énoncé de cette idée sera immédiatement suivi par de bruyants applaudissements. C'est visiblement le genre de choses que la salle a envie d'entendre, la célébrité et le charisme du petit-fils du créateur des Frères Musulmans faisant le reste.

Ramadan mettra fortement à mal la notion de laïcité : il s'agit « du concept qui va vous mettre dehors ! » ; à l'entendre, les « laïcs » représenteraient les occidentalisés, par opposition au terme « islamistes », que les premiers assimileraient à des retardés. C'est ainsi la laïcité qui serait dangereuse ! Faudrait-il s'en débarrasser ? Il répond, péremptoire : « On s'en fiche de la laïcité ! ».

L'islamologue préfère recentrer la question sur la justice sociale et économique, qui, selon lui, constitue le « vrai débat ». Il laisse ainsi entendre, que si la société française actuelle ne peut apporter le soutien dont les populations musulmanes ont besoin, les islamistes, eux, le pourraient !

Jusqu'à son intervention, la composante islamiste était restée hors de la « discussion ». Il l'introduit en plein, mettant l'accent sur ce qu'elle pourrait apporter de positif, à savoir « de l'éthique dans la justice sociale ».

Il se gardera soigneusement de commenter les violences

perpétrées dans les régimes islamiques, la dégradation de la condition des femmes depuis les Printemps.

L'islamisme, tout comme la Palestine, se voient idéalisés. Ces symboles incarnent des mythes – aux antipodes de la réalité ! – qui répondraient à des vides atteignant certaines populations françaises musulmanes défavorisées.

Au niveau matériel, l'islamisme représenterait la perspective d'une économie plus égalitaire, mettant au sol les dominateurs mercantiles, ainsi qu'indiquant la voie vers la fin de la misère.

Tariq Ramadan s'occupe également du domaine spirituel, se présentant comme un guide et garant des valeurs morales. Quant à la Palestine, cette contrée lointaine alimente un besoin de nationalisme chez les musulmans, qu'ils n'ont pas encore assouvi en France. Erigée au niveau du symbole, la Palestine constitue leur point d'orgue, leur point de ralliement, qui leur permet de se sentir plus forts.

La société française devrait-elle s'inquiéter de la tenue de ce genre de réunions ainsi que des propos qui y sont tenus ? Si elles n'ont que peu d'ampleur encore aujourd'hui au niveau national, elles représentent cependant une tendance ne semblant pas prête de se tarir. Sous l'influence de tout ce que j'ai entendu ces dernières semaines, j'allais orthographier « Tahrir »...